

sélective du capital et commencer à préparer une nouvelle Augmentation générale du capital de la Banque.

Il est également essentiel d'assurer que les pays les plus pauvres et les plus petits, notamment ceux de l'Afrique sub-saharienne, qui n'ont guère accès aux marchés des capitaux privés, puissent bénéficier d'un financement concessionnel adéquat. Pour cette raison, le Canada est déçu que les négociations entourant l'IDA VII n'aient permis qu'une reconstitution de 9 milliards de dollars. Cela entraînera d'importantes réductions en termes réels dans les programmes de l'IDA et réduira largement sa capacité d'orienter la croissance des pays les plus pauvres. Le Canada a fait savoir qu'il serait disposé, de concert avec la plupart des autres grands donateurs, à participer à un effort spécial pour rapprocher les ressources du niveau des 12 milliards de dollars. La coopération multilatérale a été un élément essentiel de presque toutes les initiatives de développement économique et non économique des trente dernières années. Nous ne devons oublier ni cette réalité ni le fait qu'une telle coopération, si laborieusement édiflée au fil des ans, peut être facilement détruite.

Le Canada encourage également une discussion du rôle que pourrait jouer la Banque mondiale dans un traitement plus efficace de la question du financement sur le moyen terme. Il nous faut explorer plus à fond comment coordonner le financement des balances des paiements sur le court terme, le soutien de l'ajustement structurel sur le moyen terme et l'aide au développement à plus long terme. Bien que ces questions soient manifestement liées, les solutions nécessaires dans chaque cas pourront s'avérer fort différentes et soulever des questions institutionnelles quant aux rôles respectifs du FMI, de la Banque mondiale, des sources privées de financement et d'investissement ainsi que des donateurs bilatéraux. Je crois qu'il nous faut clarifier davantage ce que seront les besoins sur le moyen terme ainsi que la façon dont la Banque mondiale, en particulier, pourrait être amenée à jouer un rôle plus efficace en la matière. Dans ce contexte, il faudra étudier comment la Banque mondiale pourrait s'engager plus activement dans une orientation à moyen terme qui serve à la fois de contrepartie et de complément à la politique de stabilisation à court terme du FMI, sans affaiblir le mandat de développement qu'a la Banque sur le plus long terme. Il est évident qu'une étroite coopération entre le FMI et la Banque mondiale sera essentielle à la réussite de ces efforts.

Echanges

Je ne ferai que mentionner brièvement les interactions qui existent entre les échanges, le développement et le financement. Les échanges - et plus précisément l'accès aux marchés des pays industrialisés - sont depuis longtemps reconnus comme un facteur important du développement économique du tiers monde. Mais ce n'est peut-être que récemment que les pays membres de notre Organisation, subissant les pressions de la situation de la dette, ont commencé à comprendre eux aussi l'importance qu'ont les marchés des pays en développement pour leur propre croissance. Dans une perspective de moyen à long termes, la libéralisation du commerce - par exemple dans le cadre d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales - pourrait appuyer le processus de